

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

GLOBAL REPORTING INITIATIVE

Partager les connaissances pour accélérer la réalisation des ODD

La GRI a mis en place en mars 2021 un Business Leadership Forum, permettant de sensibiliser les entreprises aux moyens de tirer parti de la puissance du reporting d'entreprise pour piloter les actions qui permettront de réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce forum a donné lieu à la publication de deux rapports : Summary Report 1: A Benchmark and Rating Agencies' Perspective et Summary Report 2: Unlocking Corporate Sustainability Information to Track Progress on the SDGs at the National Level, qui abordent les plus gros défis associés au reporting ESG et mettent en évidence comment les entreprises peuvent leur apporter des améliorations.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

GRI Newsletter - 13 décembre 2021

IFRS FOUNDATION

Le Français Emmanuel Faber prend la direction de l'ISSB

Les Trustees de l'IFRS Foundation ont choisi l'ex-PDG de Danone, Emmanuel Faber, pour prendre les rênes du Conseil international des normes de développement durable, International Sustainability Standards Board (ISSB). Ce Conseil représente le pendant, pour l'information extra-financière, de l'International Accounting Standards Board (IASB), qui élabore les normes comptables internationales. M. Faber entrera en fonction le 1er janvier 2022.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

IFRS Foundation - Communiqué de presse – 16 décembre 2021

Le TRWG présente ses recommandations à l'ISSB

Le groupe de travail sur la préparation technique, Technical Readiness Working Group (TRWG), a été mis en place en mars 2021 en vue de faciliter le démarrage de l'ISSB. Il a récemment fait connaître en direct sur Internet les recommandations qu'il a élaborées à l'attention de l'ISSB concernant l'architecture des normes, le prototype d'une norme climatique et les questions de développement durable qui affectent l'évaluation par les investisseurs de la valeur de l'entreprise.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

IFRS Foundation - Communiqué de presse – 14 décembre 2021

L'ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE

Nouvel opus d'Audit Policy Update

Dans ce nouvel opus de son Audit Policy Update, Accountancy Europe évoque notamment :

- le projet de création d'un point d'accès européen unique pour les données financières et extra-financières des sociétés cotées.

La Commission européenne propose que l'ESMA mette en place d'ici fin 2024 un portail numérique unique pour donner accès à des informations, à des procédures et à des services d'assistance et de résolution de problèmes. Les réactions sont attendues jusqu'au 8 février 2022. Concernant les auditeurs, ce projet propose notamment que l'ESAP donne accès au registre public des auditeurs, aux sanctions imposées par les autorités compétentes ainsi qu'aux rapports sur la transparence.

- L'inclusion des auditeurs dans le champ d'application du projet de règlement de la Commission européenne «DORA» (Digital Operational Resilience Act). Ce texte, adopté par le Parlement européen le 1^{er} décembre 2021, a pour objectif d'améliorer la résilience opérationnelle informatique des acteurs des services financiers en mettant en place un cadre de gouvernance et de contrôle interne spécifique (ICT risk management framework). Il a été adopté par 44 voix pour, cinq voix contre et cinq abstentions.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse - 14 décembre 2021

L'actualité des PME

Dans son dernier numéro de SME Update, ACE évoque notamment :

- le rapport de la Commission européenne sur le programme COSME, qui évalue la performance du programme européen visant à améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises. Le rapport, publié le 11 novembre 2021, met en exergue les actions entreprises en vue de faciliter l'accès des PME aux sources de financement et aux services d'information numérique. Il conclut que le programme COSME est en bonne voie pour remplir ses objectifs et que ses initiatives demeurent pertinentes pour stimuler la croissance économique et la création d'opportunités d'emplois, tout en restant alignées sur les besoins évolutifs des PME.

- la consultation publique de la Commission sur les cotations de PME.

L'objectif de cette consultation est d'informer les décideurs européens en amont de la proposition législative qui sera publiée en 2022 afin d'alléger les obligations pesant sur les PME en matière de cotation en bourse. Les parties prenantes auront jusqu'au 11 février pour faire connaître leur position. Une des mesures notamment envisagées par la Commission européenne serait d'introduire une version raccourcie et simplifiée de la Note d'information (Prospectus) à l'usage des PME qui souhaitent entrer en bourse, ce qui constitue une demande de longue date d'ACE.

- l'Annual Summary Report, publié par la Commission européenne qui fait état des 29 milliards d'euros d'aides apportées dans le cadre de la mise en application des instruments financiers en 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE SME Update - 10 décembre 2021

AUTORITE EUROPEENNE DES MARCHES FINANCIERS

L'ESMA actualise la taxinomie ESEF

L'ESMA met en ligne les modifications du format ESEF destinées à aligner la taxinomie de base sur les dernières versions publiées des normes IFRS. Le format ESEF a pour objectif de rendre les documents financiers des entreprises plus lisibles et plus accessibles. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2020, toutes les

entreprises qui publient leurs états financiers consolidés selon les normes IFRS, sont tenues d'établir leurs états financiers annuels au format XHTML, et de les «étiqueter» suivant le format XBRL, en accord avec la taxinomie ESEF de l'ESMA, elle-même basée sur la taxinomie de l'IFRS Foundation.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ESMA - Communiqué de presse - 10 décembre 2021

COMMISSION EUROPEENNE

La Commission européenne recrute les présidents des deux nouveaux boards de reporting de l'EFRAG

Afin de pourvoir les postes de président de ses deux nouveaux Boards, l'EFRAG Financial Reporting Board et l'EFRAG Sustainability Reporting Board, l'EFRAG a lancé des appels à candidatures dans lesquels elle expose les critères de sélection et les compétences attendues des candidats et décrit les étapes de la procédure de sélection. Les candidatures doivent être soumises par email à l'adresse FISMAC1@ec.europa.eu, avant le 1er février 2022, 12h.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

Commission européenne - 15 décembre 2021

L'ACTUALITE PAR PAYS

ALLEMAGNE

Le nouveau chancelier allemand favorable à une réforme de l'audit

Selon l'accord de coalition conclu par le nouveau chancelier allemand Olaf Scholz avec le parti écologiste et le parti libéral FDP, le gouvernement pourrait vouloir engager une réforme de l'audit en vue de renforcer l'indépendance de l'auditeur et de contrer le fort niveau de concentration du marché de l'audit, moyennant des mesures appropriées, par exemple des procédures d'appels d'offres.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ACE Audit Policy Update - 14 décembre 2021

CANADA

Importance des enjeux ESG pour la résilience des entreprises

Sous l'effet conjugué des objectifs de carboneutralité, des pratiques commerciales durables et de la mise en place de l'ISSB, les parties prenantes requièrent de plus en plus de transparence sur la manière dont les entreprises gèrent leurs risques ESG et les intègrent dans leur stratégie d'affaires. Il en résulte des occasions professionnelles à saisir pour les CPA qui sont particulièrement bien placés pour aider les entreprises à s'emparer de la complexité de ces enjeux et à accroître leur résilience. CPA Canada présente les trois points d'une stratégie à mettre en œuvre pour instaurer une culture de durabilité.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

CPA Canada – décembre 2021

ESPAGNE

Evaluation de l'indépendance des auditeurs

Le groupe technique Indépendance de l'Instituto de Contabilidad y Auditoría de Cuentas (ICAC) publie un document exposant les critères d'interprétation régissant toutes les relations commerciales et entrepreneuriales susceptibles d'occasionner des situations d'incompatibilité pour les auditeurs, ainsi que les obligations de rotation interne des auditeurs principaux en charge de missions d'audit dans des entités d'intérêt public. Une section intitulée Indépendance de l'auditeur, dans la section

technique du site web de l'ICJCE, propose par ailleurs des outils d'aide aux auditeurs afin qu'ils aient une meilleure compréhension des enjeux.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ICJCE – Communiqué de presse – 14 décembre 2021

ETATS-UNIS

Le PCAOB prend des décisions concernant la Chine et Hong Kong

Le PCAOB a publié un rapport concluant à son incapacité d'inspecter exhaustivement les cabinets situés en République populaire de Chine et à Hong Kong en raison des positions adoptées par les autorités chinoises. Il s'appuie sur les prérogatives qui lui sont allouées aux termes de la règle 6 100 du PCAOB et du Holding Foreign Companies Accountable Act (HFCAA), qui indique les dispositions à prendre lorsque le PCAOB se trouve dans l'incapacité d'inspecter les cabinets d'experts-comptables inscrits situés dans un territoire étranger ou de procéder à une investigation complète par suite d'une opposition des autorités de ces pays.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

PCAOB - Communiqué de presse - 16 décembre 2021

PAYS-BAS

L'AMF néerlandaise compare ses procédures de contrôle qualité avec celles des cabinets d'audit

L'Autorité néerlandaise des marchés financiers a procédé à une comparaison des revues de contrôle qualité (IQR) opérées par les cabinets d'audit avec les inspections qu'elle mène autour de la qualité de 18 audits légaux pour l'année 2020. Pour la majorité (15) des audits légaux passés en revue, l'IQR a donné lieu à une évaluation semblable à l'évaluation effectuée par l'AMF. Il en ressort que ces cabinets et l'AMF appliquent les mêmes standards de qualité. Par ailleurs, la revue a identifié des points susceptibles de renforcer et de renouveler les IQR.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Une étude néerlandaise sur l'audit conjoint remet en cause l'utilité du modèle

Une nouvelle étude, intitulée «Effects of and experiences with joint audit», a examiné un système d'audit conjoint des comptes annuels, opéré par deux auditeurs appartenant à des cabinets d'audit distincts. L'étude a été effectuée dans le contexte de la réforme de l'audit en cours aux Pays-Bas. Elle observe que le modèle d'audit conjoint ne paraît pas améliorer la qualité de l'audit, mais qu'il risque en revanche d'induire des coûts supplémentaires. En outre, il semblerait que les régulateurs nationaux et internationaux ne soient pas convaincus de ses avantages et que les parties prenantes ne soient pas très désireuses d'introduire le modèle. (En néerlandais)

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE Audit Policy – 14 décembre 2021

ROYAUME-UNI

L'ACCA et l'IIA renouvellent leur accord de coopération

L'Association of Chartered Certified Accountants (ACCA) et l'Institute of Internal Auditors (IIA) ont renouvelé pour trois années leur accord de coopération, en vue de renforcer et d'élargir les termes de leur convention actuelle et de leur permettre de continuer à collaborer étroitement pour la promotion de leur profession respective. Ils annoncent vouloir concentrer leurs efforts sur les thèmes de la diversité, de la gouvernance, de la cybersécurité et des facteurs ESG.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

The Accountant - 14 décembre 2021

*La revue de presse hebdomadaire de la DIPAC
Période du 13 au 17 décembre 2021*

Une étude britannique prône les mérites de l'audit conjoint

Selon une étude britannique, intitulée «Joint audit and audit quality», les audits conjoints sont en mesure d'améliorer la qualité de l'audit, en raison de facteurs tels qu'un esprit critique plus développé, une moindre part de préjugés, une revue des travaux croisée et surtout une expertise conjointe plus grande. L'auteur de l'étude a présenté ses conclusions lors de la conférence internationale, «Joint Audit Day», organisée le 29 novembre 2021 par le Haut Conseil du commissariat aux comptes (H3C).

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ACE Audit Policy Update - 14 décembre 2021

Les entreprises favorables à des normes ESG uniformes mondialement

Selon les conclusions de l'enquête annuelle 2021 d'EY, Global Corporate Reporting Survey, effectuée auprès d'un millier de dirigeants financiers, 76 % des entreprises sont favorables à des normes ESG uniformes mondialement et 74 % considèrent qu'elles doivent être obligatoires. Les professionnels du chiffre considèrent que la pandémie de covid-19 a intensifié les actions entreprises en vue de faire progresser le reporting non-financier, mais qu'il reste encore beaucoup d'efforts à déployer. L'étude présente par ailleurs les obstacles que rencontrent les entreprises qui souhaitent présenter un reporting utile.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ICAEW Insights - 12 décembre 2021